

INNOVATION SOCIALE ET DEVELOPPEMENT REGIONAL / LOCAL

CONSTAT

L'économie globale fondée sur la connaissance présente des effets négatifs pour les personnes les moins formées. En effet, si elle veut rester compétitive, l'Europe est dans l'obligation de spécialiser ses avantages compétitifs, donc une partie de ses outils de production, dans des domaines d'activités à forte valeur ajoutée (services, RDT, ...) ou à faible intensité de main d'oeuvre.

Il en résultera une offre d'emploi de plus en plus limitée pour des personnes peu qualifiées ou à faible intensité de connaissance.

De plus, l'Europe est confrontée à un vieillissement de sa population, ce qui générera des préoccupations au niveau de l'allongement de la période de travail (formation permanente) et de la société (nouveau besoins).

Ces constats appellent les pouvoirs publics à investir dans le domaine de l'innovation sociale comme il le prônent pour l'innovation technologique.

I. DEFIS

1.1 Les défis pour la jeunesse et les non formés

Sous la contrainte de la négation de l'échec scolaire, d'une pédagogie angélique, de la remédiation à l'abdication du rôle éducatif de la famille (hygiène de vie, lutte contre l'obésité, sécurité routière, caries dentaires, sexualité, éducation à la citoyenneté ou au développement durable, journées à thème, prévention des risques majeurs) et de la mixité culturelle de la population, voire du rejet de l'excellence, le système éducatif n'est plus à même de remplir suffisamment son rôle fondamental, à savoir fournir un apprentissage suffisant de la langue maternelle, des mathématiques et de la science. Or, ces compétences sont les bases essentielles des besoins en qualification des entreprises compétitives dans l'économie globale. Les systèmes éducatif et de formation sont-ils capables d'adapter leurs offres aux nouveaux besoins de qualification voire à la promotion de l'esprit d'entrepreneuriat et de créativité exigés par l'économie globale et cognitive ?

Les populations fragilisées, sans emploi, sont confrontées soit à un marché de l'emploi en contraction (accroissement des fermetures d'entreprises) soit à un marché de plus en plus compétitif (raréfaction de l'offre non qualifiée). Selon l'INSEE (F), la part de l'emploi non qualifié dans le total de l'emploi est passée de 28% en 1982 à 26% en 1990 et 23.5% en 2002. Selon les statistiques bruxelloises, 65% des jeunes de la ville quittent l'école avec seulement un diplôme dit du degré inférieur (soit BAC -3). Il en résulte un taux de chômage élevé (33% pour la tranche d'âge de 18 à 24 ans) dû à une inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi. Le système de formation hors système éducatif est-il capable de faire d'un chômeur de longue durée ou d'un jeune en rupture scolaire un demandeur d'emploi qualifié ?

Il semble y avoir de plus en plus une inadéquation entre le choix des qualifications des adolescents voire des compétences des nouveaux migrants et les offres d'emploi non satisfaites voire les besoins futurs de qualification des entreprises.

La centralisation des décisions en matière d'éducation voire de formation professionnelle ne permet pas une flexibilité suffisante pour adapter leur offre aux besoins spécifiques du marché de l'emploi régional.

En conclusion, un des défis majeurs de l'économie du 21^{ème} siècle sera d'éviter à une partie de plus en plus grande de la population le risque d'être aspirée dans un cercle vicieux composé des quatre fractures suivantes :

- économique (non accès au marché du travail)
- sociale (paupérisation)
- éducative (décrochage scolaire)
- cognitive (non accès à la connaissance)

qui se renforcent mutuellement pour rejeter cette population dans des formes d'exclusion.

Dans un article paru dans *l'International Herald Tribune* du 14.12.06 sous le titre *Though Choices* ("Des choix difficiles") à propos d'une étude du *National Centre on Education and the Economy*, on peut lire : (...) « *Pourquoi obliger un employeur, où que soit dans le monde, à rémunérer des Américains pour un emploi, aussi spécialisé soit-il, que d'autres, tout aussi qualifiés, peuvent occuper dans les pays moins avancés pour la moitié du salaire ?*

(...) Dans une économie mondialisée intégrée, le travailleur américain ne peut faire la différence que s'il est en mesure d'offrir, personnellement ou à travers la société qui l'emploie, un produit ou un service véritablement novateur et original dont la conception, le design, la fabrication et la commercialisation exigent une main-d'œuvre qualifiée, créative et capable d'un apprentissage permanent (...).

(...) Cela implique de remodeler un système éducatif conçu dans les années 90 pour 'produire' une main-d'œuvre apte à des travaux répétitifs pour le réorienter sur la formation de gens capables d'imaginer des choses qui n'existent pas encore, de concevoir des campagnes de marketing et de vente ingénieuses, d'écrire des livres, de construire des meubles, de faire des films et de concevoir des logiciels captivant l'imagination au point de devenir incontournables pour des millions de gens ».

Si ces jugements sont corrects, quel pourcentage de la population sera apte à acquérir ce type de qualification et quelles sont les options pour les autres.

1.2 Vieillesse de la population

Il existe un paradoxe entre la volonté des pouvoirs publics d'allonger la période de travail des seniors et la pénurie d'emplois pour les jeunes voire la fermeture d'entreprises non compétitives dans une économie globale. De plus, si on peut reconnaître aux personnes de plus de 60 ans une expérience certaine, il faut admettre que la création de connaissance et l'évolution technologique de plus en plus rapide peuvent rendre cette expérience obsolète face aux nouvelles compétences requises pour créer de la valeur ajoutée. Le vieillissement de la population pose donc le problème de la formation continue autant que la transmission des connaissances et du savoir-faire.

Par ailleurs, cette tendance démographique pose des questions tant en ce qui concerne la pérennisation des systèmes de sécurité sociale qu'en ce qui concerne l'évolution de la demande de produits et services liés à ce segment de la population.

En conclusion, le vieillissement de la population peut offrir des opportunités d'emploi tant dans le secteur des services que dans le domaine du marché du travail.

II. LES FAIBLESSES DES POLITIQUES ACTUELLES

Les politiques d'emploi actuelles présentent les principales faiblesses suivantes :

- La durée des périodes de mise au travail de la majorité des programmes d'insertion est courte. Ceci a pour conséquence d'une part une démotivation des bénéficiaires et d'autre part une faible exploitation par les entrepreneurs du capital « créativité » des bénéficiaires de ces programmes.
- Grande diversité des programmes dits d'insertion et d'intégration sociale visant en général à diminuer les statistiques du chômage plutôt qu'à être le reflet du futur de la population.
- Réponse par une offre de qualification au lieu d'une analyse de la demande des entreprises et d'un bilan des capacités des individus.
- Inadéquation entre les attentes de responsabilité sociale des entreprises et leurs objectifs réels qui sont la réalisation du profit et de la croissance, seuls garants de leur pérennisation et de leur existence.
- Faible différentiel entre le niveau des revenus de substitution offerts par le système de protection sociale et le salaire minimum.
- Absence de fluidité du marché du travail. La protection sociale ou culturelle des contrats à durée déterminée fige le marché de l'emploi et bloque ainsi les perspectives d'emploi des entrants (càd des jeunes) sur le marché, surtout lorsqu'il n'y a pas de création nette d'emplois. On remarquera que les USA ne souffrent pas d'un taux de chômage des jeunes aussi élevé que l'Europe.
- Coûts de plus en plus élevés de l'accès à l'excellence en matière d'éducation et de formation.
- Contradiction entre les politiques visant à apporter une solution aux problématiques du vieillissement de la population (allongement de la période de mise au travail et coût du système des retraites), du chômage (goulet d'étranglement dans un marché stagnant et de l'indemnisation) et de l'immigration (afflux de main d'œuvre parfois non qualifiée alors que la population autochtone, à qualification équivalente, ne trouve pas d'emploi).
- Faiblesse de l'investissement dans le secteur de l'éducation tant au niveau fondamental que professionnel voire universitaire. Du fait de la compartimentalisation des budgets publics, y compris dans le domaine de la connaissance avec des budgets différents pour les différents niveaux d'éducation (primaire, secondaire, universitaire et formation professionnelle) d'une part et de l'absence de vision à long terme de l'importance de la connaissance d'autre part, les pouvoirs publics n'ont pas encore pris la mesure de l'effet de levier, à terme, des investissements dans le secteur de l'éducation. Il apparaît que la notion de coûts d'opportunité est absente des décisions d'investissements ou des désinvestissements en matière d'éducation.

- Insuffisance d'intégration du volet « capital humain » dans les politiques de développement régional.
- Absence de réflexion prospective quant aux opportunités et menaces du vieillissement de la population et de son impact sur les flux migratoires.

III. LES NOUVEAUX POSTULATS

L'Europe ne renouera avec des taux élevés de croissance économique que si et seulement s'il y a une réduction importante du nombre d'actifs insuffisamment formés ou un nombre élevé de personnes ayant accès à un système performant d'éducation et de formation tout au long de leur vie professionnelle. En effet, un faible niveau de formation deviendra un handicap de plus en plus lourd face à la mondialisation de l'économie et aux mutations technologiques qui en sont les conséquences.

L'enjeu de l'éducation pour la compétitivité future des nations est perçu comme suit par le futurologue américain J. Naisbitt :

Bien entendu, la délocalisation en masse des emplois manufacturiers est en marche depuis plusieurs décennies. Ce qui est beaucoup plus récent, c'est la délocalisation de talents de niveau nettement plus élevé pour s'attirer des compétences et des connaissances beaucoup plus diversifiées. (...) Les sociétés cherchent désormais à s'entourer des collaborateurs les plus qualifiés en provenance du monde entier. Elles ne se disent plus 'allons chercher les meilleurs ingénieurs des Etats-Unis pour ce projet' mais bien 'allons chercher les meilleurs ingénieurs du monde'. (...)

Tout le monde reconnaît que la meilleure réaction face à cette évolution extraordinaire consiste à améliorer l'éducation et la formation. (...) Les Etats-Unis ont une belle longueur d'avance dans cette économie mondialisée de plus en plus concurrentielle, mais ils pourraient bien se faire rattraper s'ils ne s'attachent pas plus sérieusement à améliorer la qualité de leur système d'enseignement fondamental et secondaire. Depuis des années, la qualité des 'bacheliers' américains décline et, comme dans la sidérurgie, cette dégradation est proportionnelle à l'augmentation des subsides qui y sont injectés. Aux Etats-Unis, l'enseignement primaire et secondaire est un secteur en déclin dont les produits sont de moins en moins performants. C'est un monopole soutenu à coups de subsides, verrouillés par des syndicats puissants, mal géré et sans véritable responsabilisation. La situation de ce secteur est tellement grave que je suis réduit à en espérer la privatisation pour donner à la magie salvatrice de la concurrence l'occasion de faire son œuvre. Après tout, si l'enseignement supérieur et universitaire américain est le meilleur du monde, c'est bien parce qu'il est ouvert à la concurrence.

(...) Si l'on veut être un acteur à part entière de l'économie mondiale, la priorité des priorités économiques, de l'individu comme de la nation, doit être l'enseignement. »¹

Le vieillissement de la population recèle des opportunités de création d'emploi à explorer, notamment dans les technologies et les soins de santé, les activités liées au bien-être (wellness), les loisirs (hébergement, l'alimentation les activités physiques et culturelles), la formation professionnelle.

¹ John Naisbitt, *Mind Set ! Reset Your Thinking and See the Future*, 2006, pp. 177-178.

Au plus l'économie devient globale, au plus les problèmes liés aux personnes physiques devront trouver des réponses locales adaptées aux besoins spécifiques et au plus l'innovation sociale sera nécessaire.

IV. STATISTIQUES

Sur base du rapport Eurostat 15/2006 daté de 2006, on trouvera ci-après quelques données statistiques nationales et régionales en matière de chômage dans l'UE25 en 2005.

Pays	Echantillonnage	Total	Jeunes 14-25 ans	Ratio J/T
B	Pays	9.0	21.5	2.4
	Bruxelles	16.3	35.1	2.2
	Vaanderen	5.4	14.2	2.6
	Wallonie	11.8	31.8	2.7
DK	Pays	4.8	8.6	1.8
D	Pays	11.2	15.5	1.4
	Bade-Württemberg	7.1	11.1	1.6
	Bayern	7.1	11.6	1.6
	Berlin	19.4	23.8	1.2
E	Pays	9.2	19.7	2.1
	Cataluña	7.2	15.9	2.3
	Madrid	6.8	16.5	2.4
	Pais Vasco	7.3	19.1	2.6
F	Pays	9.5	22.3	2.3
	Ile-de-France	9.5	20.4	2.1
	Rhône-Alpes	8.4	18.6	2.2
	Lorraine	10.2	23.8	2.3
	Nord-Pas de Calais	13.2	29.8	2.3
I	Pays	7.7	24.0	3.1
	Lombardia	4.1	13.0	3.2
UK	Pays	9.0	12.8	1.4
	London	6.9	19.7	2.9
	East Anglia	4.1	10.7	2.6
	Scotland	5.3	13.1	2.5
FIN	Pays	8.4	20.1	2.4
S	Pays	7.5	21.9	2.9

On notera qu'en France, selon le Centre d'Analyse Stratégique², les métiers d'avenir (horizon 2015) sont dans le secteur des services, plus particulièrement dans les services aux personnes (+400.000 emplois), la santé et l'action sociale (+300.000), les transports et la logistique (+227.000), les postes administratifs (+197.000) et le commerce/vente (+194.000). Par contre, les emplois pour les ouvriers non qualifiés diminueront de 41.000 unités et les secrétaires de 84.000 unités.

² Les Echos, 2.1.07

V. SOLUTIONS POSSIBLES : L'INNOVATION SOCIALE

5.1 Définition

L'innovation sociale peut se définir comme étant les activités innovantes (produits et services) qui sont motivées par la résolution de besoins liés à des groupes de personnes délaissées par l'évolution de l'économie de marché ou par l'évolution du marché de l'emploi. Elle se différencie de l'innovation économique par le fait qu'elle ne vise pas nécessairement la maximalisation du profit.

Néanmoins, l'innovation sociale se doit, à terme, de réduire le coût pour la collectivité (Etat, régions, villes ...) des laissés pour compte de l'économie globale en leur offrant des opportunités de développement professionnel et personnel.

Toutefois, se pose en cette matière la problématique de la solvabilisation de la demande, dans la mesure où soit l'Etat providence explosera soit le déficit public sera tel qu'il faudra réduire les dépenses à caractère social ou privatiser une partie de plus en plus importante des produits et services publics actuels.

5.2 Champ d'expérimentation pour l'innovation sociale

Nous avons l'intuition que l'innovation sociale peut être développée dans les domaines d'activité suivants :

- ✓ Mise au travail des chômeurs
- ✓ Acquisition permanente de savoir
- ✓ Soutien à l'entrepreneuriat
- ✓ Cartographie (SIG) du bilan social des territoires
- ✓ Vieillesse de la population
- ✓ Formation professionnelle continue ou requalifiante
- ✓ Gestion des flux migratoires
- ✓ Transition de l'adolescence à l'âge adulte
- ✓ Asymétrie entre croissance économique, création d'emploi, bonheur, réduction de l'Etat providence
- ✓ Développement durable

5.3 Rôle des ARD

Par le passé, les ARD ont été étroitement associées aux efforts de reconversion de zones industrielles en déclin. Par la suite, elles ont été le moteur – du moins dans certaines régions – de l'entrepreneuriat et de l'innovation technologique. Fortes de cette expérience, ne doivent-elles pas être légitimement associées à l'innovation sociale ?

Les ARD seront-elles en mesure dans un avenir proche de (i) déclencher des réflexions stratégiques sur les moyens à mettre en oeuvre pour assurer un futur au territoire sur lequel elles exercent leurs compétences; (ii) créer une offre de produits et services innovants socialement parlant comme elles ont pu le faire au niveau de l'économie de marché ?

5.4 Outils

On trouvera ci-après une première liste non exhaustive d'innovations sociales :

- ✓ incubateurs sociaux
- ✓ micro-crédits et prêts aux chômeurs/entrepreneurs potentiels
- ✓ cluster « wellness »
- ✓ école de la seconde chance;
- ✓ Tutorat pour améliorer les capacités afin de postuler pour des emplois;
- ✓ Inclusions numériques;
- ✓ Mobilité géographique;
- ✓ Régénération urbaine par la mixité sociale;
- ✓ Entreprises sociales.